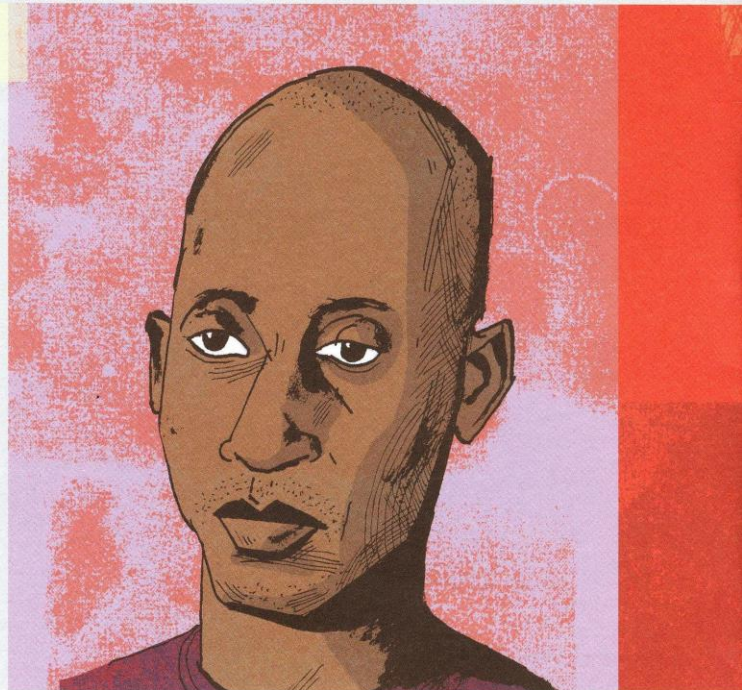


Kalidou Ba
Illustration © Philippe de Kemmeter.



les éleveurs
et les
producteurs
locaux ont
besoin de
l'appui des
pouvoirs
publics.

Kalidou Ba

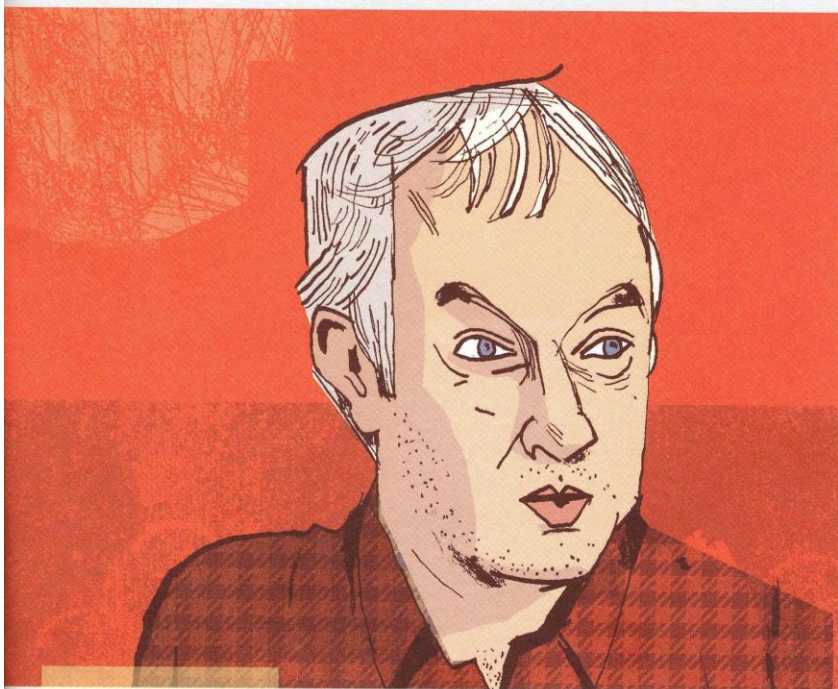
essayer, avec les moyens du bord, de mettre en place des structures de conservation de lait, ainsi que de fabrication des produits dérivés comme le yaourt ou le lait caillé. Et même dans ces zones, où souvent, en période de surproduction, le lait est balancé dans la nature faute de pouvoir être conservé, Erwin Schöpges a vu comment les produits laitiers d'importation viennent se disputer le marché avec la production locale.

Sa conviction, Erwin Schöpges l'a également répétée à Richard Toll, dans le nord du Sénégal, où est établie la seule entreprise laitière du Sénégal qui transforme du lait local, la Laiterie du Berger. Cette dernière est d'ailleurs souvent présentée comme la meilleure réponse face à « l'invasion » des produits laitiers importés d'Europe. Mais les échanges avec les éleveurs qui travaillent à l'usine ont révélé que la situation est moins reluisante. Kalidou Ba, le secrétaire général de l'Entente des groupements associés pour le développement à la base (Egab), une coopérative des producteurs, affirme que

le modèle de Richard Toll ne permet pas le développement des exploitations familiales locales: «*La Laiterie du Berger est un acteur privé qui cherche de l'argent, il s'est installé dans un milieu où il y a le potentiel et où il trouve son compte. C'est exactement la même chose que Arla, que Danone, et nous, on ne veut pas de ce modèle qui ne va pas aider à développer l'agriculture sénégalaise.*»

Créer son label

Erwin Schöpges, pour sa part, explique pourquoi il est difficile pour les exploitations familiales de compter sur cette entreprise: «*Les éleveurs qui livrent leur lait à la Laiterie du Berger ne sont pas rémunérés correctement, parce qu'ils n'ont qu'un seul client. Si demain, le directeur de la Laiterie décidait de leur acheter le litre de lait à 200 francs au lieu de 250, ils seraient obligés de le lui livrer à ce prix, parce qu'ils n'auront pas eu le choix. Et c'est pour moi, l'un des plus grands dangers.*» Les exploitations locales ne sont pas encore assez fortes ou assez organisées pour pouvoir résister, et offrir



Erwin Schöpges
Illustration © Philippe de Kemmeter.

un recours de qualité. Néanmoins, Egab et ses partenaires essaient de mettre en place des coopératives laitières. Ils devraient ouvrir des mini-laiteries dans toutes les zones de production de lait du pays. Selon le secrétaire général d'Egab, Kalidou Ba, ces mini-laiteries chercheraient à avoir un label commun à toutes les coopératives laitières paysannes, pour leur permettre de commercialiser leur lait partout sur le territoire national sous la même marque. Les échanges avec Erwin Schöpges ont renforcé les éleveurs dans leur conviction que cette initiative, entamée depuis un certain temps, est l'une des voies les plus sûres pour sortir de la dépendance dans laquelle veulent les enfermer des capitalistes locaux ou internationaux.

Erwin Schöpges, qui a fondé en Belgique une coopérative laitière dénommée Fairebel, affirme que «l'erreur stratégique que nous producteurs, aussi bien en Europe qu'en Afrique, avons commise, a été de produire le lait et de le transformer, mais de laisser la commercialisation à d'autres. C'est cela qui a fait que nous sommes devenus dépendants.» La mise

en place de mini-laiteries vise à permettre aux éleveurs locaux, à travers des groupements d'exploitations familiales, à reprendre en main le processus de commercialisation du lait, en le commercialisant à un prix incitatif. Comme leur a expliqué Schöpges, «si le gouvernement et les dirigeants sénégalais veulent augmenter le lait et le rendre compétitif par rapport aux importations, ils doivent commencer par payer un bon prix aux producteurs. Pensez-vous que si l'éleveur était sûr de gagner correctement sa vie avec sa production de lait, il ne chercherait pas à produire plus?»

Cependant, pour réussir ce pari, les éleveurs et les producteurs locaux ont besoin de l'appui des pouvoirs publics, explique Kalidou Ba: «Les zones d'élevage et de production de lait se trouvent dans des endroits du pays qui sont les moins bien desservis en termes d'infrastructures. Il faudrait que l'État fournisse l'électricité, pour pouvoir conserver le lait. Les voies d'accès aux zones de production doivent être assurées également, pour faciliter la distribution.»

L'erreur
stratégique des
producteurs
a été partout
dans le monde
de confier
à d'autres
la commercialisation.

Erwin Schöpges